

Journal d'Afrique Centrale - R.D.C.
du 1 au 15 Juin 2016
n°293



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Mercredi 1^{er} juin.

Kasaï-Oriental: 4 creuseurs interpellés pour vandalisme de la fibre optique. La police nationale a interpellé, mardi 31 mai, quatre creuseurs, accusés d'avoir vandalisé la ligne de la fibre optique au niveau du pont jeté sur la rivière Lubi, en territoire de Kabeya Kamuanga (Kasaï-Oriental). Ces inciviques avaient creusé jusqu'à 1,4 mètre sous terre pour sectionner le câble de la fibre optique.

RDC: plaidoyer pour l'application des conventions des droits de l'homme. Le gouvernement congolais est appelé à mettre en œuvre les différentes conventions des droits de l'homme qu'il a ratifiées notamment sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme, sur les droits des enfants et autres. «Puisqu'elle [la RDC] a une volonté politique de signer et ratifier ces conventions, c'est déjà une bonne chose mais il faut surtout les mettre en œuvre», a souligné le directeur du Centre pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique Centrale, Ahouanou Agbessi, au cours d'un atelier lancé mardi 31 mai, à Kinshasa. Organisé avec l'appui du BCNUDH, cet atelier se propose également d'accompagner le gouvernement congolais à prendre des dispositions, des actions et des mesures pour que ses citoyens puissent mieux jouir de leurs droits (au logement, au travail, à la santé, à l'éducation).

RDC: Steve Mbikayi souhaite un « départ définitif » d'Edem Kodjo. La plate-forme « Nouvelle classe politique et sociale » de l'opposant Steve Mbikayi souhaite que le voyage du facilitateur du dialogue, Edem Kodjo à Addis-Abeba soit un départ définitif. Cette plateforme l'accuse de partialité dans le traitement qu'il réserve à l'opposition. L'ancien secrétaire général de l'OUA s'est rendu lundi au siège de l'Union africaine en Ethiopie. Steve Mbikayi croit savoir que ce voyage de M. Kodjo est une retombée de l'ultimatum qu'il lui avait lancé.

Atteinte à la sûreté de l'Etat: les coaccusés de Moïse Katumbi déferés devant le parquet. Les quatre coaccusés de Moïse Katumbi dans l'affaire d'atteinte à la sûreté de l'Etat ont été transférés depuis lundi 30 mai dernier au Parquet général de la République à Kinshasa. Leurs avocats et l'Association congolaise pour l'accès à la Justice exigeaient leur déferrement devant le Parquet pour qu'ils soient entendus sur les faits qui leur sont reprochés. Ils dénonçaient une « détention illégale et prolongée » de ces personnes par les services de sécurité. Ce groupe est composé de trois Congolais et d'un Américain tous accusés comme Moïse Katumbi d'atteinte à la sûreté de l'Etat.

Kinshasa : un incendie ravage les dépôts de marchandises à Kingabwa. Tous les dépôts de marchandises situés au niveau du port « Libongo ya Zelo », au quartier Kingabwa dans la commune de Limete, non loin de la place Baramoto à Kinshasa ont été détruits mardi 31 mai par un incendie qui s'est déclaré aux environs de 10 heures locales. Des sources sur place racontent que l'incendie s'est déclaré lorsque qu'un Kadhafi (terme qui désigne à Kinshasa un commerçant ambulant du carburant) a commencé à manipuler à bord d'un entrepôt, de l'essence contenue dans un fût alors qu'il tenait une cigarette allumée.

Goma : le parquet militaire acquitte un policier accusé de meurtre. Le parquet militaire de Goma au Nord-Kivu a acquitté, lundi 30 mai, le policier Kabunga Kambere, accusé de meurtre d'un civil jeudi dernier, lors de la marche de l'opposition. Cet acquittement est motivé par les témoignages à décharges recueillis sur le lieu du

crime, après la descente du tribunal, argumente le capitaine Faizy Nyembo. Selon ce juge, le meurtre a été commis par un autre policier, actuellement en cavale.

Kalehe : 30 policiers en recyclage sur la restauration de l'autorité de l'Etat. Trente policiers du territoire de Kalehe (Sud-Kivu) sont en session de recyclage depuis mardi 31 mai à Bukavu. Selon l'un des responsables du PNUD bureau de Bukavu, Jean-Claude Cigwerhe, cet atelier qui va durer trois semaines vise la restauration de l'autorité de l'état.

Tshopo: les femmes dénoncent leur absence dans le gouvernement provincial. Le collectif des femmes de la Tshopo a organisé mercredi 1 juin à Kisangani, un sit-in devant la résidence du gouverneur de province, Jean Ilongo, pour protester contre l'absence de femmes dans le gouvernement provincial publié y a 48 heures.

RDC: l'abbé Malumalu en « état de mort cérébrale ». L'ancien président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), abbé Apollinaire Malumalu est dans un « état de mort cérébrale » mais son cœur continue de battre, a déclaré à Radio Okapi une source gouvernementale congolaise jointe mercredi 1er juin après-midi. Quelques heures plus tôt, l'ambassadeur de la RDC aux Etats-Unis, François Balumuene, avait confirmé le décès du prêtre catholique à nos confrères de la Voix de l'Amérique.

Kasaï-Oriental: pénurie d'eau à Mbuji-Mayi. Beaucoup de quartiers de Mbuji-Mayi sont privés d'eau potable depuis le début de la saison sèche. Les robinets de la Régie de distribution d'eau (REGIDESO) sont alimentés par intermittence, ont indiqué certains habitants mercredi 1er juin.

Test de fin d'études primaires : le frais de participation fixé à 10 USD à Mbandaka. Le gouvernement provincial de l'Equateur a fixé à 10 000 Francs congolais (10,8 USD) le frais de participation des élèves finalistes du primaire à l'Examen National de Fin d'Etudes Primaires (ENAFEP). À cette occasion le ministre a menacé les chefs d'établissements qui se soustrairaient à cette disposition du gouvernement provincial.

Rutshuru : début du procès de 40 prévenus accusés de plusieurs crimes. Quarante personnes accusées de banditisme et viols sont jugés depuis mercredi 1er juin par le tribunal militaire de garnison de Goma (Nord-Kivu) en audiences foraines à Kiwanja dans le territoire de Rutshuru. L'un des prévenus est poursuivi par la justice militaire pour crime contre l'humanité et pour esclavage sexuel. Ces audiences qui vont durer deux semaines bénéficient de l'appui de la Monusco, du PNUD, de l'Association du Barreau Américain (ABA), de Search For Common Grounds et Avocat Sans Frontière, a indiqué le Chef du parquet militaire de Rutshuru.

La BIAC mise sous gestion administrative provisoire de la Banque centrale. La Banque internationale pour l'Afrique au Congo (BIAC) est mise sous gestion administrative provisoire de la Banque centrale du Congo (BCC). Un communiqué publié mercredi 1er juin par le gouverneur de la BCC, Deogratias Mutombo, annonce qu'un comité d'administration provisoire est mis en place avec pour mission de redresser la BIAC dans 3 mois.

Jeudi 2 juin.

L'Assemblée nationale approuve la baisse du budget 2016. Les députés nationaux ont adopté mercredi 1er juin le projet de loi des finances rectifiée de l'exercice 2016. Un texte de loi qui réduit le budget de la RDC d'environ 2 milliards de dollars américains cette année. Le budget adopté en décembre 2015 était d'environ 8 milliards dollars américains. Il va passer à 6 milliards de dollars. Le Premier ministre Matata Ponyo avait sollicité cette réduction, évoquant notamment la baisse du prix des matières premières. A en croire le président de la Commission économique et financière de l'Assemblée nationale, Jean-Luc Mutokambali, les deux milliards de dollars ont été ponctionnés sur le budget alloué au fonctionnement des institutions de la République.

RDC : le Sénat adopte une loi interdisant aux couples homosexuels d'adopter les enfants. Le Sénat a adopté mardi 31 mai la proposition de loi portant adoption des enfants en RDC. Le texte interdit aux couples homosexuels et transsexuels d'adopter les enfants congolais. Il estime qu'il était important de prendre ces mesures pour encadrer l'adoption internationale des enfants congolais.

RDC: «Malumalu constituait une bibliothèque en matière électorale», témoigne Jérôme Bonso. Le président de l'ONG Ligue nationale pour des élections libres et transparentes (LINELIT), Jérôme Bonso témoigne que l'Abbé Apollinaire Malumalu était « une bibliothèque en matière électorale ». «C'est un Monsieur que nous venons de perdre et qui constituait en lui-même une bibliothèque en matière électorale. Il voulait travailler avec tout le monde et écoutait surtout quand il voulait faire un travail technique sur les élections», affirme Jérôme Bonso, après l'annonce, mercredi 1er juin, de l'annonce de la mort de l'ancien président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) par l'ambassadeur de la RDC aux Etats-Unis, François Bulumuene.

Kinshasa : l'élaboration d'un budget participatif au centre d'une formation des bourgmestres. Les bourgmestres de toutes les communes de Kinshasa et leurs adjoints ont suivi du lundi 31 mai au mardi 1er juin une formation sur l'élaboration d'un budget participatif. Cette formation vise à préparer les responsables des communes de Kinshasa à dresser endéans trois ans et en collaboration avec les chefs de quartier et des rues un plan de développement de leur circonscription qui tient compte des desideratas de la population, a expliqué à Radio Okapi, le bourgmestre adjoint de la commune de Selembao Crispin Miyambu.

RDC: 19% de personnes âgés de 15 à 49 ans fument la cigarette. Environ 19% de personnes âgés de 15 à 49 ans en RDC fument la cigarette. C'est ce que révèle le résultat d'une enquête publié le 31 mai, à l'occasion de la journée mondiale sans tabac. Cette enquête a été menée par le ministre de la Santé et celui du Plan en 2015. Et selon la même enquête, 30% des femmes congolaises adultes consomment d'autres formes de Tabac.

RDC: l'UE débloque 120 millions d'euros pour le développement de parcs nationaux. L'Union européenne finance un programme de 120 millions d'euros pour le développement global et intégral des parcs nationaux de la Salonga, de l'Upemba, de la Garamba, des Virunga ainsi que de la Reserve de biosphère de Yangambi, en RDC.

Assemblée provinciale du Haut-Katanga : des agents administratifs contre la « répartition tribale » des postes. Cent seize agents administratifs de l'ancienne assemblée provinciale du Katanga déplorent la « répartition tribale des postes » au sein de nouvelles assemblées issues du démembrement de la province. Dans un mémorandum signé au mois d'avril et parvenu mardi 31 mai à Radio Okapi, ils accusent notamment le président de l'assemblée provinciale du Haut-Katanga, Dieudonné Mwela wa N'sambi d'avoir opéré des mises en place qui répartissaient les agents selon leurs provinces d'origine, après le démembrement du Katanga.

Les enjeux sécuritaires et la crise identitaire au centre d'un atelier à Goma. Les notables et leaders du Nord-Kivu réfléchissent depuis mardi 2 mai à Goma sur les enjeux sécuritaires et la crise identitaire dans la province. Les participants à ces travaux débattent sur les grandes causes des conflits à la base de l'insécurité, citant entre autres l'impunité, la spoliation des terres et la mauvaise gouvernance.

RDC : lancement à Lubumbashi d'un fond d'appui aux PME. Le ministre des Petites et moyennes entreprises (PME), Pancras Boongo, a officiellement lancé mercredi 1er juin à Lubumbashi (Haut-Katanga), le fonds d'appui aux PME congolaises. D'après lui, une somme de 10 millions USD est disponible et est confiée à la RawBank qui va en assurer la gestion. Ce fond sera utilisé sous forme d'une ligne de crédit accordée aux PME pour les booster, a indiqué M. Boongo.

Le président d'une ONG du Katanga détenu par les services de renseignements. Le président de l'Asbl « La Solidarité Katangaise », Cubain Tshimbalanga est détenu depuis le 27 mai dernier à Kinshasa par les services de renseignements militaires, accuse son avocat, Me William Betu. Dans une déclaration faite jeudi 2 juin à Radio Okapi, il affirme que son client a été arrêté dans la parcelle en chantier de sa grande sœur pendant qu'il plaidé pour son neveu qui était en train d'être torturé par des militaires.

FARDC –Monusco : les Casques Bleus viendront en renfort à l'armée de la RDC en cas d'extrême nécessité. La coopération entre les FARDC et les forces de la Monusco consiste en soutien logistique, en appui au combat, en renseignement en temps réel et au soutien au commandement mais seulement en cas d'extrême nécessité pour l'armée. Le porte-parole des opérations Sokola2, le capitaine Ndjike Kaiko Guillaume l'a affirmé mercredi 1er juin lors d'un point de presse à Goma. Et cet extrême nécessité, a-t-il souligné, doit être constatée par les Forces armées de la RDC.

Poursuite de la «Caravane médicale de chirurgie ophtalmologique» à Lubefu. La «caravane médicale de chirurgie ophtalmologique» s'est poursuivie mercredi 1er juin dans le territoire de Lubefu, province du Sankuru. Elle vise à apporter des soins médicaux de qualité aux populations des milieux les plus enclavés de cette entité.

RDC: l'ONU adopte son code de bonne conduite dans les affaires avec des privés. Les Nations unies ont annoncé mercredi 1er juin la mise en place d'un code de bonne conduite interne pour l'octroi de contrats à des fournisseurs privés en République démocratique du Congo. Il vise à éviter aux 22 agences, Fonds, programmes et Mission de l'ONU en RDC de contracter avec des personnes ou entreprises criminelles.. Ce code de bonne conduite permettra aux Nations unies de s'assurer que toutes les affaires qu'elles mènent en RDC respectent l'éthique et les droits de l'homme, a-t-elle estimé.

Lubero: 12 personnes portées disparues après la pluie. Au moins douze personnes sont disparues et des centaines de cases et des champs détruits suite à la pluie diluvienne qui s'est abattue dans la nuit de mardi 31 mai à mercredi 1er juin sur les localités de Kahuli et Lunyasenge dans le territoire de Lubero au nord-ouest du Lac

Edouard. Selon la société civile locale, une rivière en crue est sortie de son lit causant des dégâts en aval, s'ajoutant à d'autres provoqués par les éboulements et glissements de terrains.

Vendredi 3 juin.

Matata Ponyo interpellé au Sénat sur les retombées de la croissance économique. Le gouvernement congolais a accompli beaucoup de progrès dans la croissance économique et la réduction du taux de pauvreté, a affirmé jeudi 2 mai au Sénat le Premier ministre Augustin Matata Ponyo. Il répondait à la question orale avec débat que lui a adressée le sénateur Florentin Mokonda Bonza. Ce dernier estime par contre que la RDC connaît de problèmes économiques et sociaux qui rendent précaire et hypothétique la stabilité du cadre macro-économique. D'après lui, peu de progrès ont été accomplis dans la relance de l'économie et de la création d'emplois pour jeunes et par ailleurs il a exigé du Premier ministre des explications sur le «taux élevé d'insalubrité» à Kinshasa. En réponse, Matata Ponyo a déclaré que la salubrité publique des villes relève des gouvernements provinciaux et le gouvernement central « intervient à titre exceptionnel d'une manière substantielle » en faveur de la salubrité dans Kinshasa, la capitale de la RDC. Matata Ponyo est attendu lundi au Palais du peuple pour répondre aux nombreuses questions des sénateurs.

Le MLC appelle la Monusco à mobiliser des moyens pour la tenue de la présidentielle en RDC. Les femmes du Mouvement de libération du Congo (MLC) appellent la Mission onusienne en RDC (Monusco) à mobiliser des moyens conséquents pour la tenue de l'élection présidentielle dans le délai constitutionnel. Dans un mémorandum déposé jeudi 2 juin à la Mission des Nations unies, elles exigent aussi du gouvernement de la RDC de mobiliser toutes les ressources nécessaires pour cette même fin. Parmi les moyens que ces femmes réclament auprès de la Monusco, il y a notamment les moyens matériels, financiers et sécuritaires.

RDC : le ministre des Mines défavorable à un éventuel partenariat Sokimo-CNR Medea. Le ministre des Mines, Martin Kabwelulu, s'oppose au contrat de partenariat entre la Société minière d'or de KiloMoto (Sokimo) et une autre compagnie minière étrangère, Centre national de recherche (CNR)-Medea pour exploiter de l'or à Nizi, près de 30 km au Nord de Bunia (Ituri). Martin Kabwelulu indique que les rapports en sa possession démontrent à suffisance que ce contrat n'est pas bon pour l'avenir d'une Sokimo qui est déjà en difficulté de fonctionnement. Il estime que cette société doit demeurer parmi les opérateurs miniers en RDC. En avril dernier, ils avaient tous décrié ce contrat avec CNR MEDEA qui, d'après eux, dépouillait la Sokimo du dernier périmètre en sa possession car tous les autres sont déjà en joint-venture. La plupart, selon eux, en défaveur de la SOKIMO dont les travailleurs accusent plus de quarante mois de salaires impayés.

Bukavu: le CSAC confie le monitoring des médias en période électorale à RIO. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (CSAC) dans la province du Sud Kivu a confié, à l'issue d'une formation des membres de la société civile, au Réseau d'Innovation Organisationnelle (RIO), à faire le monitoring de toutes les interventions des opérateurs politiques, des acteurs de la société civile en période électorale. Selon le coordonnateur provincial de cette institution, cette structure va l'appuyer dans son exercice de la régulation des médias surtout en période électorale.

RDC : la Banque mondiale et le COPIREP évaluent le processus de réforme des entreprises publiques. La Banque Mondiale et le Comité de pilotage de la réforme des entreprises publiques (COPIREP) organisent, du 2 au 3 juin à Kinshasa, un atelier pour évaluer à mi-parcours, le processus de réforme des entreprises publiques, amorcé en 2008. Le vice-premier ministre chargé des PTNTIC et Président de la Commission Economique, Financière et Reconstruction du Gouvernement, Thomas Luhaka, évoque la nécessité de faire aboutir ces réformes initiées. L'un des objectifs de la réforme, rappelle-t-il, est d'améliorer la compétitivité des entreprises qui induira nécessairement la compétitivité de l'économie nationale, et donc l'amélioration des conditions sociales des travailleurs et de la population.

Bas-Uélé : seules deux écoles sur les dix prévues sont construites à Ango. Seules deux écoles sont construites dans le territoire d'Ango, dans le Bas-Uélé, a déploré la société civile locale, mardi 31 mai, après l'évaluation du projet de construction des écoles initié par le gouvernement depuis 2013. Les huit autres sont soit partiellement exécutées soit abandonnées en cours de construction, regrette le président de la société civile d'Ango, Jean-Claude Ngbo.

Le taux de desserte en eau potable est de 17% à Mbuji-Mayi. L'Assemblée plénière du cadre de concertation du secteur de l'eau, hygiène et assainissement a révélé, jeudi 2 juin, que le taux de desserte en eau potable est d'environ 17%, dans la ville de Mbuji-Mayi (Kasaï Oriental). La Regideso produit plus ou moins 10% et les autres partenaires environ 7%, renseigne la même source. Ce forum avait pour objectif de dégager les problèmes majeurs que traverse le secteur d'eau dans cette province.

Les experts de la RDC formés pour bénéficier d'un appui financier du COMESA. Le secrétariat exécutif du marché commun de l'Afrique Centrale et Australe (COMESA) a envoyé, jeudi 2 juin, ses délégués pour former les experts de la RDC à élaborer les documents leur permettant de bénéficier de certaines facilités et appuis financiers. Ces fonds permettent aux états d'exécuter les programmes de réformes économiques et procéder aux ajustements budgétaires, économiques et sociaux nécessaires qui accompagnent la mise en œuvre des engagements d'intégration régionale. Pour Kevin Kumapley, gestionnaire de projets du COMESA, la formation reçue par les experts congolais leur permettra d'élaborer des projets qui seront validés et rendront la RDC éligibles à ces aides financières.

Manono : les parents des finalistes dénoncent la hausse illicite des frais de participation à l'examen d'Etat. A Kitanda dans le territoire de Manono (Tanganyika), les parents d'élèves dénoncent la hausse illicite des frais de participation à l'examen d'Etat pour l'édition 2015-2016. D'après eux, les élèves finalistes de 6e secondaire sont obligés de payer 95 000 FC (102.31 USD) pour prendre part à ces épreuves, pourtant les frais officiels sont fixés à 39 000 FC (42.00 USD). En plus de ces frais, indiquent-ils, les élèves doivent suppléer avec des volailles et d'autres articles que demandent les responsables d'écoles.

Bas-Uele: le président de l'assemblée provinciale désavoué par 87% d'élus. Treize députés, sur les quinze qui composent l'assemblée provinciale du Bas-Uele, ont signé mercredi 1er juin une lettre qui retire la confiance au président élu de cet organe délibérant, Eddy Pascal Sinango. Ils l'accusent d'incompétence, de manque de collaboration, de détournement des fonds et d'outrage à l'assemblée provinciale. Les signataires exigent le départ sans condition du président de l'assemblée provinciale.

Les notables du Nord-Kivu réfléchissent sur les causes de l'insécurité dans la province. Les notables de la province du Nord-Kivu réfléchissent, depuis mardi 31 mai à Goma, sur les causes de l'insécurité dans cette province. Selon eux, la persistance de l'insécurité dans la province serait due aux défis liés à la gouvernance depuis l'époque coloniale, au mode actuel de scrutin pour accéder aux instances de prise de décision, lequel marginaliserait certaines communautés ethniques, à la présence massive des réfugiés. Selon les participants à cette retraite, l'insécurité fait qu'une grande partie du Nord-Kivu soit occupée par des bandes armées qui perturbent la quiétude de la population et exploitent les minerais. Cette insécurité suscite aussi la méfiance entre les communautés locales.

Samedi 4 juin.

RDC: l'Assemblée nationale vote la loi sur l'enrôlement des électeurs. Le projet de loi sur l'identification et l'enrôlement des électeurs a été examiné et adopté à l'Assemblée nationale vendredi 3 juin. Avant l'adoption de ce texte, les députés étaient divisés sur la disposition relative à l'enrôlement des Congolais de la diaspora. Dans sa motion, le député Henri Thomas Lokondo a estimé que l'enrôlement des Congolais de l'étranger devrait être élagué de la loi pour éviter d'ajouter d'autres problèmes techniques et sécuritaires. Pour lui, il s'agit d'une question de réalisme. D'après lui, la RDC connaît de gros problèmes financiers, techniques et sécuritaires qui ne peuvent pas favoriser une telle opération.

Equateur: 30 décès dus au choléra en trois mois. Trente personnes sont décédées de choléra sur 368 cas enregistrés, depuis trois mois, dans la province de l'Equateur. Cette épidémie venue de l'ex-Province Orientale par les cours d'eau sévit dans les dix zones de santé sur les dix-huit que compte l'Equateur.

Maniema: la police somme un député provincial de quitter l'hémicycle. La police nationale a sommé, depuis quelques jours, le député Djumaïni Malisawa de quitter l'Assemblée provinciale du Maniema. Ce que désapprouve son avocat, Me Didier Kakule qui estime que son client a le droit de siéger au sein de cette institution. Il a expliqué que le titulaire du siège qu'occupe Djumaïni Malisawa avait perdu son mandat à la députation depuis 2007 après avoir accepté des fonctions incompatibles mais il bénéficie de l'appui du président de l'Assemblée provinciale du Maniema.

RDC: clôture de l'ENAFEP 2016. L'Examen national de fin d'études primaires s'est clôturé, jeudi 3 juin, sur toute l'étendue de la RDC et dans les centres ouverts en Angola et en Centrafrique. Cet examen est réservé aux finalistes du cycle primaire.

RDC: marche du PPRD pour fêter le 45^e anniversaire de Joseph Kabila. Le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) a organisé, samedi 4 juin, des marches de paix à Kinshasa, à Lubumbashi (Haut-Katanga) et Kindu (Maniema) pour célébrer le 45^e anniversaire du chef de l'Etat, Joseph Kabila.

Tshopo : 26 fidèles d'une église aux arrêts pour avoir découragé la population à se faire vacciner. La police a arrêté, jeudi 2 juin, sur ordre de l'administrateur du territoire, vingt-six fidèles de l'Eglise Bongola Motema dans le territoire de Basoko dans la province de la Tshopo. Ils sont accusés de dissuader la population à

se faire vacciner contre la méningite. Les vaccinateurs ont constaté que la plupart de fidèles ainsi que les habitants aux environs de cette église refusent de se faire vacciner depuis le lancement, le 1er juin dernier, de la campagne contre la méningite à Basoko.

Goma : les participants au forum sur la sécurité décident d'une cohabitation pacifique. Tous les participants au forum sur la sécurité de Goma au Nord-Kivu ont décidé de vivre ensemble, dans la paix. A l'issue de la clôture de ces assises qui se sont déroulées du mardi au vendredi 3 juin, ils estiment que seule la cohabitation pourra mettre fin aux conflits qui rongent cette partie de la RDC.

Olivier Kitanda, le congolais tué en inde inhumé à Kinshasa. Le jeune professeur congolais, Olivier Kitanda, tué il y a quelques semaines en Inde a été inhumé samedi 4 juin à Kinshasa. Sa dépouille a été rapatriée la veille dans la capitale par l'aéroport international de N'djili. Olivier Kitanda a été tué à coup de pierres et de briques par trois hommes à New Delhi. Vendredi soir après une querelle au sujet d'une course en rickshaw, les trois agresseurs ont pourchassé le professeur de 23 ans originaire de la République démocratique du Congo (RDC) dans le quartier huppé de Vasant Kunj, avant de le lapider, racontait l'AFP.

Dimanche 5 juin.

Semaine française : plus de 500 dossiers de demandeurs d'emploi traités. Plus de cinq cents dossiers de jeunes demandeurs d'emploi ont été traités, samedi 4 juin à Kinshasa, à la clôture de la 3ème édition de la semaine française. La directrice générale de la chambre de commerce et d'industrie Franco-congolaise, Hélène Duffar, qui a livré cette information, dit espérer « des réponses positives à ces requêtes ». Au cours de cette journée emploi, les organisateurs ont donné l'opportunité aux jeunes demandeurs d'emploi de rencontrer des entreprises en quête d'agents. Cette foire économique avait comme objectif: échange de services, une opportunité de nouer de contrats d'affaires entre les opérateurs économiques congolais et français.

Lubumbashi: Christian Mwando dénonce l'arrestation d'un membre du Front citoyen 2016. Le coordonnateur interfédéral du Front citoyen 2016 au Haut-Katanga, Christian Mwando dénonce l'arrestation depuis jeudi 02 juin à Lubumbashi, de Georges Mawine, l'un des membres de cette plate-forme. Il indique que ce dernier a été arrêté par la police quand il s'est présenté à leur bureau pour demander une assistance en gardiennage, à cause de l'insécurité qui régnait dans son quartier. Christian Mwando renseigne que Georges Mawine est détenu dans le cachot de l'Agence nationale des renseignements (ANR). Sa famille et ses avocats ne l'ont pas rencontré, depuis son arrestation.

Journée mondiale de l'environnement : l'ONG Amis de l'écologie sensibilise les habitants de Masina. L'ONG congolaise Amis de l'écologie sensibilise, depuis samedi 5 juin, à l'occasion de la journée mondiale de l'environnement célébrée le 6 juin, les populations de la commune de Masina à bien gérer des ordures ménagères et autres déchets. Elle a, pour ce faire, distribué symboliquement mille dépliants imagés encourageant cette pratique.

Zambie: 4500 petits commerçants congolais sommés de régulariser leurs dossiers. Les autorités zambiennes ont donné, vendredi 3 juin, un ultimatum de douze jours aux 4500 petits commerçants congolais, qui œuvrent en Zambie, de régulariser leurs dossiers. Ces commerçants exercent à la frontière avec Kasumbalesa, étalant leurs marchandises le long de la grand-route reliant le poste douanier zambien et la ville de Chililabombwe (Zambie). Ces petits commerçants ne payent aucune taxe à l'Etat zambien et détruisent l'environnement, se plaignent les responsables zambiens.

Nord-Kivu: les FARDC redéployés à Ntoto, 24 ans après. Les FARDC ont été redéployés, depuis mercredi 1er juin, dans la cité de Ntoto (territoire de Walikale), 24 ans après, ont constaté les responsables de la jeunesse de cette cité. Le porte-parole de la 34ème région militaire des FARDC, le capitaine Guillaume Ndjike Kayiko, indique qu'il s'agit d'une réorganisation des troupes qui tient compte du contexte sécuritaire des conflits armés récurrents dus à la présence des groupes armés au Nord-Kivu. La population, elle, considère ce redéploiement comme une délivrance face aux méfaits des groupes armés, qui occupaient la zone depuis plus d'une vingtaine d'années.

Ituri: SANRU dénonce la vente des médicaments contre le paludisme. L'antenne du projet Santé rurale (SANRU) à Bunia dénonce la vente, par certains centres de santé et hôpitaux, des médicaments contre le paludisme fournis par son bureau pour la prise en charge gratuite de cette maladie sur toute l'étendue de la province de l'Ituri. Selon le résultat des enquêtes menées par SANRU, ces intrants anti-paludisme sont vendus dans certaines structures sanitaires, des pharmacies et dans des lieux publics. Les produits vendus illicitement sont notamment l'artesinate injectable, la combinaison thérapeutique à base d'artémisinine et l'amodiaquine, la quinine et le fansidar pour les femmes enceintes ainsi que les moustiquaires imprégnées d'insecticides.

Exploitation minière en Ituri: Martin Kabwelulu décide d'expulser les expatriés non en règle. Tous les expatriés non en règle, qui travaillent dans des sites miniers, y compris ceux couverts par des contrats de sous-traitance avec la SOKIMO, doivent être expulsés sans délais de là où ils travaillent, a annoncé à la presse dimanche 5 juin à Bunia le ministre des Mines, Martin Kabwelulu, avant son retour à Kinshasa. Selon lui, l'exploitation minière à l'aide souvent des dragues détruit l'environnement et ne rapporte aucun dividende à l'Etat congolais. Le ministre des Mines a pris cette décision après avoir visité du 3 au 4 juin les installations de la SOKIMO à Nizi et Bambumines ainsi que celle de la société Mongwalu Gold Mining (MGM) à Mongwalu.

Investiture du gouvernement provincial du Tanganyika. L'assemblée provinciale du Tanganyika a investi samedi les membres du gouvernement de cette province, constitué de dix ministres, dont deux femmes. Une séance de questions-réponses sur des préoccupations des élus autour du plan d'action, présenté la veille par le gouverneur Richard Ngoy Kitangala, a précédé la cérémonie d'investiture.

La réhabilitation de la route Akula-Zongo piétine. Les travaux de réhabilitation de la route nationale Akula-Gemena-Libenge-Zongo dans la nouvelle province de Sud-Ubangi, entamés depuis mars dernier, piétinent, ont constaté les membres de la commission de contrôle des travaux mis en place par le gouvernement central. Le tronçon routier Akula-Gemena étant impraticable, les transporteurs routiers veulent tourner le dos au port d'Akula. Depuis début mars dernier, l'entreprise chinoise ZHTGWEIN Technic Corporation qui exécute les travaux a travaillé sur 21 kilomètres. Mais ce travail ne donne pas satisfaction.

Lundi 6 juin.

Massacre de Mutarule : la communauté Bafuliiru exige le résultat de l'enquête. Plusieurs étudiants et notables de la communauté Bafuliiru à Uvira (Bukavu) exigent du gouvernement congolais et de la Monusco la publication des résultats de l'enquête du massacre perpétré dans la nuit du 6 au 7 juin à Mutarule. Dans une déclaration faite dimanche 5 juin à Bukavu, les délégués de cette communauté se disent « indignés » du silence du gouvernement, deux ans après ce massacre qui a fait environ quarante morts, majoritairement de la communauté Bafuliiru.

Haut Katanga : le poste frontalier de Mokambo privé d'électricité depuis 3 semaines. Le poste frontalier de Mokambo dans le territoire de Sakania (Haut Katanga) est privé d'électricité depuis trois semaines, s'est plaint dimanche 5 juin la société civile de Sakania. Selon le directeur provincial de la Société nationale d'électricité (SNEL) du Haut-Katanga, Fridolin Kumbu, la coupure de l'électricité dans les territoires frontaliers Kasenga et Sakania est causée par la dette que la direction centrale de la SNEL accumule à l'endroit de l'entreprise zambienne qui leur fournit le courant.

RDC : bientôt un groupe de soutien à la facilitation du dialogue. Dans un communiqué publié lundi 6 juin, l'organisation des Nations unies (ONU), l'Union africaine (UA), l'Union européenne (UE) et l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ont convenu de mettre en place un groupe de soutien à la facilitation. Ce groupe devra comprendre des représentants de la Conférence internationale de la région des grands lacs (CIRGL) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), précise le communiqué de ces organisations internationales. Ces quatre organisations ont aussi promis de « mobiliser l'expertise et les ressources requises pour maximiser les chances de réussite du dialogue ». Elles réaffirment également leur « plein soutien aux efforts de facilitation conduits par M. Edem Kodjo, au nom de l'UA ».

RDC: Bertrand Bisimwa nie la mutation de l'ex-M23 en parti politique. Le président du M23, Bertrand Bisimwa nie la nouvelle répandue sur les réseaux sociaux sur une éventuelle mutation de son ex-mouvement armé en parti politique. Le parti dont il est question a été créé par un ancien président de l'ex-M23 et n'engage pas le mouvement qui discute avec le gouvernement congolais.

Ituri : plus de 400 policiers dépistés volontairement du Sida. Plus de quatre cents policiers ont été dépistés volontairement du Sida en Iruri, a indiqué lundi 6 juin, le Dr Charles Isamba de la section VIH-Sida de la Mission onusienne en RDC (Monusco). Selon lui, les éléments de la police nationale congolaise et leurs dépendants ont été soumis au dépistage volontaire sur la maladie, à l'occasion du lancement de la campagne de dépistage volontaire à leur intention.

Idiofa : un chef de secteur arrêté pour viol sur mineure. Le chef de secteur Belo dans le territoire d'Idiofa (Kwilu) a été arrêté jeudi 2 juin dernier, pour viol d'une mineure de 13 ans qui était de passage dans ce village.

Sud-Kivu: les rescapés de Kalehe réclament des logements auprès du gouvernement. Plus de deux cent familles de rescapés des pluies diluviennes qui se sont abattues en 2014 à Kalehe (Sud-Kivu) réclament des logements auprès de leur gouvernement provincial. Ils ont organisé, lundi 6 juin, un sit-in devant le bureau de leur territoire pour exprimer leurs ras-le-bol après avoir été chassés, depuis un mois, de la plantation de

Muhongoza. Un des sinistrés a confié que depuis la catastrophe naturelle d'octobre 2014, ils sont éparpillés dans des familles d'accueil et vivent dans des conditions très difficiles.

Kalemie : la résurgence des meurtres inquiète la population. La population de Kalemie dans le Tanganyika se dit inquiète de la résurgence des meurtres dans cette ville depuis le début du mois. Trois personnes ont été tuées par des bandits armés entre vendredi 3 et dimanche 5 juin, témoignent les habitants.

Protection de l'environnement : les Nations unies sensibilisent les élèves de Goma. 'Libérez votre instinct sauvage pour protéger la vie» est le slogan que la Monusco, en partenariat avec la Mairie de Goma et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement ont lancé pour inviter les élèves des instituts Mwanga et Faraja à planter des arbres dans l'enceinte de leurs établissements. Cette activité a été organisée à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Environnement célébrée le 5 juin de chaque année. Le thème de cette année est «Tolérance Zéro à l'égard du commerce illicite d'espèces sauvages».

RDC: «Le cadre macroéconomique est précaire et hypothétique», affirme le sénateur Mokonda. Le sénateur Florentin Mokonda Bonza a affirmé, lundi 6 juin, ne pas être convaincu des réponses du Premier ministre Matata Ponyo à la question orale sur sa gestion de quatre années à la tête du gouvernement. Dans sa réponse, le Premier ministre s'est notamment félicité des améliorations enregistrées dans les cinq secteurs de base notamment l'armée et les infrastructures. «A quoi ça sert de gouverner plusieurs années sans qu'il y ait de l'eau potable, de l'électricité, de logements sociaux, de la salubrité publique, des denrées alimentaires à des prix abordables, des soins médicaux à des couts supportables ? », a renchéri Florentin Mokonda.

RDC: Deogratias Mutombo porte plainte contre les dirigeants de la BIAC. Le gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC), Deogratias Mutombo, a porté plainte contre les administrateurs et dirigeants de la Banque internationale de l'Afrique au Congo (BIAC). Ils sont accusés de mauvaise gestion « ayant suscité la banqueroute de la BIAC», dans cette plainte adressée au Procureur général de la République, dont copie est parvenue à Radio Okapi lundi 6 juin. Il demande au Procureur général de la République de s'impliquer personnellement dans ce dossier, ouvrir une action judiciaire urgente à l'encontre des responsables incriminés d'une part, et d'autre part, «prendre des mesures conservatoires visant à mettre sous séquestre les biens et avoirs des concernés ainsi que de leurs sociétés apparentées.» D'après Deogratias Mutombo, ces mesures favoriseraient la protection de l'épargne du public et la mise hors d'état de nuire des sept incriminés.

Mardi 7 juin.

RDC : le PPRD lance l'idée d'un référendum. Lors de son intervention lundi 6 juin à l'émission Dialogue entre Congolais (DEC) sur les ondes de Radio Okapi, Me Jean Mbuyu, cadre du Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) a évoqué la modalité que soutient son camp politique d'aller au référendum si l'élection présidentielle n'est pas organisée en République démocratique du Congo en 2016. Il a précisé que le secrétaire général de son parti n'a pas décidé d'aller au référendum mais l'a évoqué comme une modalité.

RDC : la CENI annonce l'arrivée de 500 kits électoraux. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) annonce l'arrivée en ce mois de juin de 500 kits devant servir à l'identification et l'enrôlement des électeurs. Son président, Corneille Nangaa, l'a déclaré lundi 6 juin sur le plateau de la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC). Ce matériel permettra à la CENI de lancer en juillet l'opération d'enrôlement et d'identification dans la province pilote du Nord-Ubangi.

RDC : deux membres du Front citoyen sensibilisent la CPI sur les massacres de Beni. MM. Floribert Anzuluni et Paul Nsapu, deux membres de la coordination de la plateforme de l'opposition, Front citoyen 2016, se sont rendus mercredi 1er juin au bureau du procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Mme Fatou Bensouda. Ils sensibilisent cette instance sur les tueries à répétition à Beni, dans le Nord-Est de la RDC, a rapporté Jeune Afrique dans sa livraison de vendredi 3 juin 2016.

Bas-Uélé : les agents de l'Etat éprouvent des difficultés pour retirer leur salaire à la FBN Banque. Les fonctionnaires de l'Etat du Bas-Uélé éprouvent des difficultés pour percevoir, depuis deux mois, leur salaire à la FBN Banque (ex B.I.C) avec les cartes électroniques distribuées par cette entreprise.

Sud-Ubangi : 67 femmes souffrant des fistules opérées à Gemena. Soixante-sept femmes ont été gratuitement opérées de fistules à l'Hôpital général de Gemena au Sud-Ubangi. Le traitement a été assuré par la Fondation Panzi du Dr Denis Mukwege lors de la première étape de sa campagne de réparation des fistules qui s'est clôturée lundi 6 juin dans cette province.

Kambove: les autorités locales saluent l'arrivée d'une nouvelle entreprise minière. L'administrateur du territoire de Kambove, territoire situé à 150 Km de Lubumbashi (Haut-Katanga) se dit satisfait de voir une nouvelle entreprise minière s'installer dans son entité. Il s'agit de la Compagnie minière de Kambove (COMIKA), qui va bientôt démarrer ses activités par l'exploitation du cuivre et du cobalt. La COMIKA procède déjà au recrutement de son personnel. L'administrateur de Kambove, Hyppolite Kalenga, encourage la population à participer à ce concours d'embauche. Il appelle surtout à postuler dans des entreprises locales pour accumuler l'expérience professionnelle et être compétitif sur le marché de l'emploi.

RDC: 72 écoles assainies recensées à l'Equateur en 7 ans. Septante-deux écoles certifiées assainies ont été enregistrées à l'Equateur, en sept ans, dans le cadre du programme initié par le gouvernement avec l'appui technique et financier de l'UNICEF. Le programme «Ecole assainie» est une initiative du gouvernement congolais appuyé par l'UNICEF et vise à favoriser l'épanouissement des élèves en milieux scolaires.

Congo Airways assure de la fiabilité de ses bombardiers Q400. Les deux avions bombardiers Q400 de la compagnie Congo Airways ont été bel et bien fabriqués en 2010, ils sont en parfait état de vol et sont rigoureusement inspectés par un centre de grande référence internationale, la hollandaise SAMCO, indique un communiqué de Congo Airways daté du lundi 6 juin. La compagnie veut ainsi couper cours à toutes les informations «non-fondées» qui circulent dans l'opinion congolaise qualifiant ces deux aéronefs de mitrailles.

Nord-Kivu: 11 humanitaires kidnappés en 6 mois. Onze humanitaires ont été enlevés et un autre tué, en six mois, dans le Nord-Kivu, ont dénoncé les organisations humanitaires, mardi 7 juin, au cours d'un café de presse à Goma, chef-lieu de la province. A l'occasion, ces structures ont exprimé leur préoccupation par rapport à la dégradation de la situation sécuritaire qui affecte les populations vulnérables et les humanitaires dans le Nord-Kivu. Elles ont également sollicité l'implication des autorités afin que le droit de donner et de recevoir de l'aide humanitaire soit sauvegardé dans cette partie du pays.

Kinshasa: un jeune homme serait mort dans les installations de TRANSCO. Dans un communiqué de presse parvenu mardi 7 juin à Radio Okapi, trois associations de la société civile demandent aux autorités de la RDC d'initier une «enquête urgente et indépendante» pour élucider les circonstances de la mort du jeune Patrick Kimpinda, «dans les installations» de TRANSCO à Masina, dans le quartier SIFORCO (Kinshasa). Dido Songole, président de la CBC, affirme que Patrick Kimpinda serait mort le 1er juin après avoir été tabassé par des agents de TRANSCO, dans les installations de cette compagnie. Il soutient également que la victime a été amenée, déjà morte, dans une polyclinique de la place.

Opération Likofi : le gouvernement publie son rapport. Le gouvernement de la RDC a publié, mardi 7 juin, le rapport d'évaluation et de contrôle de l'opération «Likofi» contre le banditisme urbain appelé « Kuluna ». Le vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur, Evariste Boshab a qualifié de «folle rumeur» les rapports d'ONG faisant état d'au moins 51 jeunes tués sommairement et 30 disparus. L'opération « Likofi » avait été menée entre novembre 2013 et février 2014 à Kinshasa. Elle visait les Kulunas, les jeunes gangsters qui ont commis plusieurs crimes dans la capitale de la RDC. Dans un rapport publié le 15 octobre 2014, le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme avait recensé au moins neuf exécutions.

Mercredi 8 juin.

Thomas Luhaka demande une enquête sur la hausse des prix de connexion internet. Le gouvernement congolais n'a pas demandé aux opérateurs de télécom d'augmenter les prix de connexion internet. Dans une correspondance datée du 31 mai dernier, le Vice-Premier ministre chargé de poste, téléphone et nouvelles technologies de l'Information et de la Communication (PT-NTIC) a demandé à l'autorité de régulation de la poste et des télécommunications du Congo (ARPTC) de mener une enquête sur cette hausse brusque qui « frise la pratique d'«entente» entre opérateurs.». Les prix de connexion ont été multipliés par cinq auprès de certains opérateurs de télécoms.

Nord-Kivu: la députée Elysée Munembwe s'oppose au découpage de Walikale. Le questeur de l'Assemblée nationale et élue de Walikale, Mme Elysée Munembwe, s'oppose au découpage de ce territoire, tel que proposé par quelques ressortissants. Lors d'une conférence de presse organisée mardi 7 juin à Kinshasa, elle estime que l'étendue de ce territoire est un atout pour son développement. « Le problème de Walikale aujourd'hui, c'est la question de son désenclavement. Et l'autre problème c'est l'emploi des jeunes. La question du démembrement n'est pas à l'ordre du jour dans Walikale », s'est-elle justifiée.

Kongo Central : plus de 4 000 nouveaux militaires en formation civique à Kitona. Quatre mille et huit nouvelles recrues des Forces armées de la RDC ont débuté, mercredi 8 juin, une formation sur les notions de l'éducation civique et morale. Selon les experts de l'unité d'appui de la Monusco à la réforme du système de

sécurité, cette formation sera axée sur des notions des droits de l'homme, du VIH Sida, de la protection de l'enfant, des violences sexuelles et du genre, ainsi que le droit international humanitaire.

Le Front citoyen dénonce des cas d'assassinats en Ituri. Le Front citoyen 2016 se dit inquiet de la série d'assassinats qui se produit dans le sud d'Irumu en Ituri. Quatorze cas sont déjà recensés en deux mois dans cette région, indique le rapporteur de cette plateforme de l'opposition en Ituri, Luc Malembe. Selon Luc Malembe, le mode opératoire de cet assassinat s'apparente à celui des présumés ADF.

Forum de Bruxelles: plusieurs personnalités participent aux travaux préparatoires. Le député national Francis Kalombo a indiqué, mercredi 8 juin, que de nombreuses figures de l'opposition et celles de la société civile congolaise séjournent en Belgique pour prendre part à l'ouverture du forum de Bruxelles. A l'initiative du président de l'UDPS, Etienne Tshisekedi, cette rencontre va prendre fin jeudi 9 juin. Elle permettra aux forces politiques et de la société civile de réfléchir sur les voies et moyens de sortie de la crise politique qui se profile à l'horizon.

Nord-Kivu : 10 ONG dénoncent l'occupation du parc national des Virunga par des groupes armés. Dans une lettre adressée, lundi 6 juin dernier, au gouverneur du Nord-Kivu, dix organisations environnementales dénoncent l'occupation du secteur centre du parc national des Virunga depuis au moins six mois par quatre groupes armés. Selon ces ONG, les groupes armés qui opèrent dans le parc national des Virunga sont : L'Alliance des forces de résistance congolaise (AFRC) ; Les rebelles rwandais des FDLR Foca ; Les FDLR Rudi ; Les Nyatura. Ces groupes armés perçoivent illégalement des taxes auprès des pêcheurs du Lac-Edouard et insécurisent les activités de conservation du parc, rapportent ces ONG dans leur document.

Nord-Kivu : arrivées massives des populations à Buleusa. Des dizaines de familles arrivent chaque jour depuis le mois d'avril dernier à Buleusa, localité à cheval entre le territoire de Walikale et le sud du territoire de Lubero (Nord-Kivu). Selon les autorités coutumières locales, ces déplacés partent de Rutshuru et des localités de Mwesso, Kashuga, Kitshanga, Kalembe en territoire de Masisi. Mais l'administrateur assistant de Walikale indique que d'après les informations en sa possession, ces personnes viennent de plusieurs camps démantelés au Nord-Kivu, sur décision de l'autorité provinciale.

Kalehe: les FARDC récupèrent 10 vaches volées par les Nyatura. Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont récupéré, mardi 7 juin, dix vaches volées par les miliciens Nyatura, au terme d'un accrochage dans la localité de Chambombo, en territoire de Kalehe (Sud-Kivu). Selon des sources militaires, les miliciens venaient de voler ces bêtes dans une ferme de la place.

RDC : la communauté internationale promet son soutien pour stopper les massacres à Beni. «La Communauté internationale va apporter tout son soutien aux autorités Congolaises pour empêcher d'autres massacres des civils en territoire de Beni », a déclaré mardi 7 juin, l'ambassadeur de la Grande Bretagne en RDC, Graham Zebedée, à l'issue de son entretien avec le Gouverneur du Nord-Kivu à Goma. « La Monusco doit travailler avec les autorités Congolaises pour mieux protéger les populations. Il n'est pas admissible, comme le soulignent les populations locales, de subir de telles tueries », a indiqué Graham Zebedée. Il a rappelé que la Mission onusienne possède tous les outils dont elle a besoin et un mandat qui lui permet « d'être très agressive si nécessaire ».

Examen d'Etat : le gouverneur du Tanganyika renonce à payer sa part des frais des finalistes. Le gouvernement de la province du Tanganyika renonce à payer sa part des frais de participation à l'examen d'état. Dans une lettre datant du 21 mai, le Directeur de cabinet de Richard Ngoy justifie cette décision par le fait que la province est confrontée à des difficultés liées à l'installation de l'institution. Le Gouverneur, alors commissaire spécial, avait annoncé la prise en charge, par la province, de 1/3 des frais de participation à l'examen d'état, soit 14500FC (15,64 USD) par élève. Cette décision a créé des frustrations de la part des parents et des élèves.

Affaire mercenaires: l'Américain Daryll Lewis rapatrié aux Etats-Unis. Le Parquet Général de la République a rapatrié, mercredi 8 juin, l'Américain Daryll Lewis, poursuivi avec Moïse Katumbi et onze autres Congolais dans l'affaire présumée de mercenaires. Le premier avocat général de la République, Victor Mumba, a indiqué que l'extradition de Daryll Lewis ne clôture pas non plus son dossier. Selon le Procureur Général de la République, sept coaccusés du citoyen américain et de Moïse Katumbi, tous Congolais, restent en détention à la Prison centrale de Makala et quatre autres à Lubumbashi (Haut-Katanga). En mai dernier, le Parquet Général de la République avait inculpé l'ex-gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, pour «atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat». Cette instance judiciaire avait également décidé de placer le candidat déclaré à la prochaine présidentielle sous mandat d'arrêt provisoire pour recrutement présumé des mercenaires.

Sud-Kivu: 9 officiers militaires poursuivis pour avoir tenu une réunion clandestine. Neuf officiers militaires sont poursuivis, depuis une semaine, pour avoir tenu une réunion secrète au Sud-Kivu. Selon des sources

militaires, ces hauts gradés des FARDC avaient même convié des personnes civiles et des étrangers dans cette rencontre, organisée dans la partie Nord du territoire de Kabare.

Validation de la stratégie nationale de développement des PME. Le ministère des PME se dote d'un plan de stratégie nationale de développement des petites et moyennes entreprises en RDC. Ce plan a été validé mercredi 8 juin à Kinshasa au cours d'un atelier. Le plan définit les axes stratégiques et des actions par lesquelles le gouvernement de la RDC, via le ministère de PME, doit promouvoir les activités des PME jusqu'à l'horizon 2031. Cinq axes stratégiques sont définis dans ce plan. Il s'agit d'abord de renforcer le cadre institutionnel et d'améliorer le climat des affaires des PME. Le deuxième axe facilite l'accès aux services non financiers de manière à soutenir les PME. L'accès des PME aux financements est le troisième axe, qui doit profiter aux entrepreneurs femmes et jeunes. Le plan met aussi l'accent sur la formation, l'éducation et la recherche au profit des PME. Et le dernier axe est élaboré pour faciliter l'accès équitable des PME aux marchés publics, tant intérieurs qu'extérieurs.

Kinshasa: les ouvriers de la Cité du fleuve réclament des arriérés de salaire. Les travailleurs journaliers, constructeurs des maisons dans la Cité du fleuve à Kinshasa, ont séché les travaux mercredi 8 juin. Ils réclament leurs arriérés de salaires de deux mois pour les uns, de trois mois ou plus pour les autres. Les responsables de la Cité du fleuve se disent étonnés de ce mouvement de grève qui a spontanément démarré dans la matinée de ce mercredi. Pour eux, la situation n'appelait pas à la grève.

Jeudi 9 juin.

Bruxelles : Tshisekedi appelle les opposants à aller au dialogue. Le président de l'UDPS, Etienne Tshisekedi a lancé mercredi depuis la Belgique un appel à l'unité de l'opposition se disant à nouveau favorable à un "dialogue" sous l'égide de la communauté internationale, à l'ouverture d'un conclave qui réunit une centaine de délégués de l'opposition et de la société civile.

RDC : le Sénat juge recevable le projet de loi sur l'enrôlement des électeurs. Le Sénat a déclaré recevable, mercredi 8 juin, le projet de loi sur l'identification et l'enrôlement des électeurs. Le texte avait déjà été adopté vendredi dernier à l'Assemblée nationale. Le projet de loi sur l'identification et l'enrôlement des électeurs vient corriger les insuffisances de l'ancienne loi sur l'identification et l'enrôlement, a-t-elle précisé. Comme nouveauté par rapport à l'ancienne loi, l'adoption de ce texte ouvrira notamment la voie à l'enrôlement des Congolais de l'étranger dans les ambassades de la RDC dans les pays où ils résident et l'enrôlement de nouveaux majeurs, surtout ceux qui auront l'âge de voter pendant le scrutin, a fait savoir Mme Martine Bukasa.

Sécurité : l'EUSEC va définitivement quitter la RDC le 30 juin. Le mandat de la Mission de sécurité européenne pour l'assistance à réforme de la sécurité en RDC (EUSEC) est arrivé à sa fin. Le chef de cette mission, le colonel Johan De Laere va quitter la RDC le 30 juin prochain avec tous le personnel. En terme du bilan, le colonel Johan De Laere s'est dit content d'avoir contribué à la mise en place de la réforme des Forces armées de la RDC (FARDC).

Lubumbashi : plus de 90 entreprises participent à la semaine minière. La première édition de la semaine minière de la RDC s'est ouverte mercredi 8 juin, à Lubumbashi (Haut-Katanga). Plus de 90 entreprises accueillent à ce forum de deux jours, un millier d'investisseurs, d'opérateurs miniers et des décideurs politiques venus de la RDC et d'ailleurs, dans l'objectif de favoriser l'échange d'expérience et leur offrir des opportunités d'affaires.

RDC : une ONG propose une « constitution punitive ». La Ligue des serviteurs (LS), une association congolaise de défense des droits propose à la République démocratique du Congo d'adopter une constitution punitive. Le président de cette structure, M. Nsingi Pululu a indiqué que la Constitution en cours n'est pas valable, car elle dispose d'aucune sanction à l'endroit de ceux qui violent la loi. Selon lui, de nouvelles dispositions doivent être incluses dans la constitution pour qu'en cas de non organisation des scrutins par exemple, les autorités du pays répondent devant la justice.

Bruxelles: la société civile soutient la voie du dialogue. Au conclave de Bruxelles (Belgique), des acteurs de la société civile affirment soutenir la voie du dialogue national pour sortir le pays de la crise politique qui pointe à l'horizon.

Bas-Uele: les habitants de Bili manifestent contre les exactions de la LRA. Les habitants du poste d'Etat de Bili, en territoire de Bondo (Bas-Uele), sont descendus, jeudi 9 juin, dans les rues pour protester contre les exactions des présumés rebelles de la LRA. Estimés à plus de 4 000, ces manifestants s'opposent catégoriquement à l'idée de Kinshasa de rappeler le commandant régiment FARDC/Bas-Uele, colonel Eugène Wango arrivé mercredi à Bili avec un renfort.

Attaque de l'aéroport de Goma : le principal suspect accepte de comparaître. M. Kambale Malonga, le principal suspect des présumés auteurs de l'attaque de l'aéroport de Goma au Nord-Kivu, a accepté de comparaître, mercredi 8 juin, à la reprise du procès à la Cour militaire opérationnelle. Dans une correspondance adressée à la Cour, lue séance tenante, il est revenu sur les causes ayant motivé son action. « Si nous avons attaqué l'aéroport de Goma, c'est parce que nos revendications n'ont pas été prises en compte par le gouvernement de Kinshasa depuis au moins 17 ans, après des différentes rébellions dans l'Est du pays », a-t-il signifié dans sa lettre. Avec cet aveu, il risque une réclusion à perpétuité, estiment quelques acteurs de la justice. L'attaque de l'aéroport de Goma a eu lieu dans la nuit du 1er au 2 juin 2015. Quatre éléments de la garde républicaine ont été tués et sept autres grièvement blessés. 27 des 36 prévenus ayant attaqué l'aéroport de Goma comparaissent depuis lundi 25 janvier devant la cour militaire de Goma pour cinq chefs d'accusations, dont la participation à un mouvement insurrectionnel.

RDC: la majorité encourage le conclave des opposants à Bruxelles. Le secrétaire général-adjoint de la Majorité présidentielle (MP), Joseph Kokonyangi, encourage les Congolais qui se réunissent depuis deux jours à Bruxelles (Belgique) pour avoir approuvé la voie du dialogue. A l'initiative d'Etienne Tshisekedi, ce conclave politique peaufine des stratégies pour éviter la crise politique qui se profile à l'horizon. Selon le secrétaire général-adjoint de la MP, l'idée de soutien de la voie du dialogue, contenue dans l'adresse du président de l'UDPS à l'ouverture de la rencontre de Bruxelles, marque un grand pas dans la marche du processus électoral en RDC.

Ituri: des bandits armés pillent les biens de la population à Basalolo. Des bandits armés ont ravi, mercredi 8 juin, une somme de 1200 dollars américains et des téléphones portables à une dizaine de femmes, à Basalolo, localité située à 50 km au Sud de Bunia (Ituri). Ces femmes venaient de Songolo, Bavi et Songonkoy dans la chefferie de Walendu Bindu et se rendaient au marché hebdomadaire de Marabo. Les assaillants, armés de fusils et de machettes, avaient emmené ces femmes dans la brousse avant de les relâcher quelques heures plus tard.

Kinshasa: les ressortissants de Walikale discutent sur les retombées de l'exploitation minière. Le ministre des Mines, Martin Kabwelulu, a discuté jeudi 9 juin à Kinshasa avec une forte délégation du territoire de Walikale (Nord-Kivu) sur les annexes du protocole d'accord signé entre la société Alphamin Bisie Mining et les communautés locales en avril dernier. La signature de ces annexes n'a pas eu lieu. Le ministre a suspendu la séance et les parties devront se retrouver le samedi pour finaliser le dossier. Les fils et filles du Nord-Kivu, venus de Goma, de Walikale et de Kinshasa, ont sollicité et obtenu du ministre cette remise, le temps pour eux d'harmoniser leurs divergences en rapport avec les préoccupations qui ne sont pas reprises dans les annexes du protocole à signer.

Mbandaka: l'ANAPI sensibilise les hommes d'affaires sur le financement des investissements. Une délégation de l'Agence nationale pour la promotion des investissements (ANAPI) a échangé mercredi 8 juin avec les opérateurs économiques de la province de l'Equateur. Cette rencontre avait pour but d'aider les hommes d'affaires locaux à mener leurs plaidoyers en vue d'obtenir des financements pour leurs investissements.

Vendredi 10 juin.

Le conclave de Bruxelles exige la tenue de la présidentielle en RDC avant la fin de l'année. Les délégués de l'opposition et de la société civile réunis en conclave à Genval près de Bruxelles ont exigé l'organisation de l'élection présidentielle avant le 19 décembre 2016. La centaine de délégués à ce forum qui s'est clôturé dans la nuit de jeudi à vendredi a rejeté «le dialogue convoqué par l'ordonnance du président Kabila» depuis samedi 28 novembre 2015.

Hausse du prix de l'internet : l'opposant Joseph Mabanga indexe l'ARPTC. «La majoration qui serait de près 500% fait suite à une première augmentation décidée et dictée par l'ARPTC contenue dans une correspondance datée du 18 septembre 2015», a révélé l'opposant Joseph Mabanga, co-fondateur des Forces acquises au changement. S'exprimant sur Radio Okapi mardi matin, le Vice-Premier ministre chargé des PT-NTIC affirmait avoir été lui-même surpris par la majoration exagérée des prix d'internet. Thomas Luhaka annonçait par la même occasion avoir demandé à l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications, ARPTC, de diligenter une enquête à ce propos.

Sud-Kivu : les écoles monnaient certains cours et travaux pratiques, selon la société civile. Kanhefu Mbalo, président de coordination de la société civile Forces vives Sud-Kivu, accuse certains chefs d'établissements de démontrer des programmes des cours ou travaux pratiques en violation de la loi. Il accuse par ailleurs d'autres chefs d'établissement du Sud-Kivu d'exiger, pour la participation des élèves aux épreuves de fin de cycle primaire ou secondaire, des frais supérieurs à ceux fixés par l'Etat. Ces pratiques sont à la base de la déperdition scolaire et la baisse de la qualité de l'enseignement dans la province, estime-t-il.

Nord-Kivu : la police nationale renforce sa présence à Ntoto. La Police nationale a renforcé sa présence dans la cité de Ntoto dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu) depuis le mercredi 8 juin, a constaté le lendemain la société civile de Walikale. Ce renfort d'unités de police vise à assurer la sécurité permanente des habitants de cette localité longtemps meurtris par l'activisme de groupes armés

Kasaï-Oriental : une haute fonctionnaire en détention pour «détournement des deniers publics». Mme Pauline Lokese Andiako, chef de division provinciale de la Justice du Kasaï-Oriental, est détenue à la prison centrale de Mbuji-Mayi, depuis le samedi 4 Juin dernier. Elle est soupçonnée de détournement des fonds du gouvernement pour l'alimentation et les soins médicaux des prisonniers.

Kinshasa : la CNPR poursuit l'implantation des panneaux de signalisation. La Commission nationale de prévention routière (CNPR) poursuit son opération d'implantation de panneaux de signalisation débutée lundi sur quelques artères de la ville. Ces panneaux, fabriqués à Kinshasa, sont financés par le gouvernement appuyé par handicap international à travers l'agence de coopération et développement de la Belgique. Il s'agit des panneaux indiquant notamment la priorité, le stop, la présence d'écoliers sur le boulevard Lumumba et ses artères, mais aussi le double sens pour l'avenue Bokasa.

Kinshasa : la SNEL équipe la ville de cabines électriques. 115 nouvelles cabines du courant électrique sont installées dans certains quartiers de la ville de Kinshasa, dans le cadre du Projet de marché d'électricité pour la consommation domestique (PMDE) financé par la Banque Mondiale (BM). Ce programme va atténuer et éliminer à la longue le délestage du courant électrique à Kinshasa.

Nord-Ubangi : des audiences foraines à caractère pédagogique organisées au camp d'Inke. Le tribunal de grande instance de Gbadolite (Nord-Ubangi) a organisé, jeudi 9 juin au camp des réfugiés d'Inke, à 45 km de Gbadolite, une audience foraine dans une affaire de vol qualifié. Ces audiences, indiquent les responsables du HCR, ont un caractère pédagogique. Elles poussent les réfugiés au respect des lois du pays hôte et à comprendre que «s'ils commettent des infractions, ils feront l'objet de poursuites judiciaires».

Le PNUD forme les journalistes du Kasaï-Oriental. Une dizaine des journalistes du Kasaï-Oriental suit une formation depuis jeudi 9 juin à Mbuji-Mayi. Organisée par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), dans le cadre de son projet d'appui aux institutions démocratiques et aux organisations de la société civile (PAIDS), cette session porte sur la production des émissions sur les thématiques du programme indicatif de coopération (PIC).

RDC: le conclave de Bruxelles, une tentative de coup d'Etat selon le pouvoir. La Majorité présidentielle (MP) qualifie les conclusions du conclave de Bruxelles (Belgique) de tentative de Coup d'Etat. Dans l'acte d'engagement qu'ils ont signé, les participants à ce forum de l'opposition ont refusé le dialogue dans le format convoqué par le président Kabila et ont réitéré leur exigence de la tenue de l'élection présidentielle en décembre 2016.

Olivier Kamitatu: «Montrer à la communauté internationale que les Congolais peuvent se prendre en charge». Commentant le conclave de l'opposition à Bruxelles, Olivier Kamitatu Etsu affirme que ce forum vise à «mobiliser les forces acquises au changement pour faire face à la dictature en RDC.» Il a également accusé le président Joseph Kabila, dont le dernier mandat s'achève en décembre, de vouloir gouverner par défi, en «refusant d'organiser les élections et en créant les conditions de son illégitimité». Les participants au conclave de Bruxelles ont exigé la tenue de la présidentielle en décembre 2016 et rejeté le dialogue annoncé par le chef de l'Etat depuis novembre 2015.

Kinshasa a abrité le colloque international pour une architecture durable. La ville de Kinshasa a accueilli, du 9 au 10 juin, le colloque international pour une architecture durable en RDC. Ce forum a voulu promouvoir une architecture respectueuse de l'environnement et des traditions culturelles congolaises. Ce forum a planché sur l'architecture passive en climat chaud, le retour sur une expérience de la terre crue, le cycle de l'eau et le regard sur le modernisme tropical. Le président de la Société des architectes du Congo, Claudien Mulimilwa, a invité ses membres à utiliser des matériaux alternatifs qui répondent aux défis écologiques.

Kisangani: les armées rwandaise et ougandaise s'affrontaient il y a 16 ans. Le 10 juin 2000, les habitants de Kisangani commémorent les 16 ans des affrontements entre les armées rwandaises et ougandaises à Kisangani. Les deux armées luttent pour le leadership de la ville entre le RCD/KML et le RCD/GOMA, deux mouvements politico militaires congolais parrainés respectivement par l'Ouganda et le Rwanda. Seize ans après ce tragique événement, le Groupe Justice et Libération, une association chrétienne de défense des droits de l'homme, rappelle aux principales institutions publiques la nécessité de faire aboutir les démarches visant l'indemnisation des victimes de cette guerre meurtrière.

Sud-Ubangi : le tribunal de paix de Budjala manque de juges. Le tribunal de paix de Budjala (Sud-Ubangi) ne siège plus depuis deux ans, par manque de juges, rapporte la société civile locale. Les juges qui étaient affectés à cette juridiction, renseigne la même source, sont rentrés à Kinshasa. La nouvelle mise en place des juges des tribunaux de paix par le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), n'a encore affecté aucun juge dans ce tribunal.

Samedi 11 juin.

Conclave de Bruxelles: «L'Opposition a franchi un pas important», selon l'AR. La plate-forme Alternance pour la République (AR) estime que l'opposition a franchi un pas important, en organisant le conclave de Bruxelles. A l'initiative d'Etienne Tshisekedi, ce forum a exigé la tenue de la présidentielle en décembre prochain et boycotte le dialogue convoqué par le président Kabila. Philippe Evoloko, membre de la conférence des présidents de cette structure, a livré ce point de vue, vendredi 10 juin, à Kinshasa. Pour lui, le conclave de Bruxelles permet maintenant à la RDC de tracer la voie vers la consolidation de sa démocratie L'AR est une des plate-formes de l'opposition qui soutiennent la candidature de Moïse Katumbi à la présidentielle à venir.

Haut-Katanga : inquiétude sur l'état de santé du professeur Huit Mulongo. L'épouse du professeur Huit Mulongo, malade à la prison de la Kassapa à Lubumbashi, s'inquiète de son état de santé et plaide pour son évacuation vers un hôpital pour des soins appropriés. Selon elle, l'état de santé de son mari se détériore depuis vendredi 10 juin matin. Le directeur de la prison de la Kassapa, Justin Kasokwe, affirme que le médecin directeur du centre de santé de cet établissement pénitentiaire a demandé un certain nombre d'examen médicaux pour être fixé sur l'état de santé du professeur Huit Mulongo avant de se décider.

RDC : le constructeur des Bombardiers promet d'accompagner Congo Airways. Le constructeur des avions bombardiers récemment acquis par Congo Airways promet d'accompagner la compagnie congolaise de transport aérien dans son développement socioéconomique. Il a déclaré vendredi en conférence de presse à Kinshasa que l'avion Q400 est l'appareil le plus adapté pour la RDC.

Dialogue: la Majorité présidentielle invite le facilitateur à poursuivre les préparatifs. La Majorité présidentielle (MP) a invité, vendredi 10 juin, le facilitateur Edem Kodjo à poursuivre l'action entreprise en vue de la mise en place effective du comité préparatoire et de l'ouverture du dialogue politique en RDC, «avec les filles et fils de toutes les composantes disposées à trouver des solutions aux problèmes majeurs qui minent le processus électoral». La MP a lancé cet appel à travers un communiqué signé par son secrétaire général, Aubin Minaku. La MP réagissait ainsi aux résolutions adoptées au Conclave de Bruxelles par certains opposants, qui ont rejeté «le dialogue convoqué par l'ordonnance du président Kabila».

Kisangani: manifestation d'anciens ministres provinciaux. Une cinquantaine d'anciens membres du cabinet politique, ministres du gouvernement provincial sortant de l'ex-Province Orientale ont manifesté vendredi 10 juin à la Place des Martyrs à Kisangani (Tshopo). Ils protestaient ainsi contre la «tentative de détournement» de 150 millions de francs congolais (158 000 dollars américains), « déjà envoyés » par le gouvernement central pour apurer leurs arriérés de salaires et indemnités de sortie. Le vice-gouverneur de province, Léon Deon Basango Makedjo, dit qu'il faut attendre le retour du gouverneur en mission à Lubumbashi pour résoudre ce problème. L'Ordonnateur délégué, lui, s'est réservé de tout commentaire.

Kinshasa: 29 députés invalidés en 2012 réclament leurs indemnités. Un groupe des vingt-neuf députés invalidés en avril 2012 par la Cour suprême de justice revendiquent tous leurs droits acquis et indemnités compensatoires tels que recommandées par l'Union inter parlementaire. Ces députés ont à cet effet campé, jeudi 10 et vendredi 10 juin, dans la salle d'attente de l'Assemblée nationale pour exiger le paiement de leur droit avant la fin de la session parlementaire. Selon le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, ces députés invalidés ont déjà obtenu la grande partie de leur revendication. Il précise qu'il appartient au gouvernement congolais de solder le reste et non à l'Assemblée nationale.

Conclave de Bruxelles: les parlementaires ont des avis partagés. Les députés nationaux et sénateurs ne parlent pas le même langage après les résolutions du conclave de Bruxelles, qui a réuni une centaine de membres de l'opposition et de la société civile congolaises. Les délégués à ce forum ont rejeté «le dialogue convoqué par l'ordonnance du président Kabila» depuis samedi 28 novembre 2015. S'exprimant vendredi 10 juin à Radio Okapi, certains parlementaires saluent cette idée et estiment que ces résolutions permettront d'éviter le «glissement». D'autres, par contre, estiment que les solutions aux problèmes des Congolais doivent venir de Congolais et non de «pays étrangers».

Dimanche 12 juin.

RDC: PONG ACVDP invite l'Etat à mettre fin au travail des enfants. Le monde célèbre dimanche 12 juin, la journée de lutte contre le travail des enfants. Beaucoup d'enfants, à travers le monde, s'adonnent en effet aux travaux habituellement réservés aux adultes. A Kinshasa, par exemple «Nous avons les 'Bana Itiro', ce sont les enfants qui raccommoient les sacs. Nous avons les 'Bana cirage', qui cirent les chaussures, les 'Bana Vernis' qui font le pédicurage et le manucure, les 'Bana pétrole' qui vendent le pétrole lampant, les 'Bana Mayi, qui vendent l'eau en sachet. Et il y a des conséquences énormes sur leur santé», s'inquiète Crispin Kabolongo Kongunde, président de l'ONG "Action contre les violations des personnes vulnérables". Pour lutter contre ce mal, Kobolongo Kongunde appelle le gouvernement congolais à mettre par exemple en pratique la gratuité de l'enseignement à l'école primaire. Selon lui, la place de l'enfant est à l'école et non dans la rue en train d'exercer des activités lucratives. Il interpelle le gouvernement congolais à protéger les enfants, « tout en s'engageant activement dans l'application de différents instruments juridiques internationaux». Il rappelle par ailleurs qu'au niveau national, il y a la loi portant protection de l'enfant congolais qui interdit le travail des enfants.

Incursion d'hommes armés à Irumu. Un groupe d'hommes armés a fait incursion dans la nuit de vendredi à samedi 11 juin à Apinzi 2, plus de 75 km au sud-ouest de Bunia dans la chefferie des Basili (en Ituri). Ces bandits armés ont tiré plusieurs coups de balle en l'air avant de se livrer au pillage des bêtes, selon des sources locales. Ces malfrats ont pillé 132 poules, 57 chèvres et 13 porcs, qu'ils ont abattus sur place, et beaucoup d'autres produits vivriers.

Maindombe : une collision entre deux baleinières fait 27 morts. Deux baleinières sont entrées en collision, samedi à 23h00 sur le lac Maindombe, dans la province qui porte le même nom. Le bilan provisoire est de 27 morts, rapporte le vice-Gouverneur de cette province. L'accident a eu lieu au niveau du village Pata Mbali dans la province du Maindombe.

Hausse des prix d'Internet : 4 journalistes interpellés puis relaxés. Quatre journalistes interpellés samedi 11 juin à Kinshasa ont été relaxés après quelques heures d'audition aux bureaux de la Police nationale congolaise. Parmi eux, on compte Patient Ligodi de Politico.cd, Fanfan Nsumpi de Télé 50, Jacky Ndala et Suzanne Mukendi tous deux journalistes indépendants. Leur libération est intervenue après l'intervention du président de l'Union Nationale de la Presse du Congo, Kasonga Tshilunde. Ces 4 journalistes couvraient le mouvement d'un groupe de jeunes qui manifestaient à l'espace Royal en face de l'hôtel du gouvernement sur le boulevard du 30 juin, dans la commune de Gombe. Ces personnes exprimaient leur ras-le-bol face à l'augmentation du tarif de l'Internet.

Ituri : deux militaires arrêtés pour viol sur mineures. Deux militaires de la 31e brigade des FARDC basée à Mambasa, à 165 kilomètres à l'Ouest de Bunia (Ituri) sont arrêtés depuis samedi 11 juin. Le parquet militaire de ce territoire les accuse de viol sur deux mineures à Biakato où ils étaient basés, a confirmé dimanche le commandant de cette brigade, le général Muhindo Akili Mundos.

Collision de deux baleinières à Maï-Ndombe : le bilan revu à la baisse, 20 morts. Le bilan de la collision de deux baleinières sur le lac Mai-Ndombe, dans la province qui porte le même nom, a été revu à la baisse. Il est passé de vingt-sept à vingt morts et plusieurs disparus, selon le vice-gouverneur de cette province, Massamba Malika. De retour du lieu de l'accident, le vice- gouverneur affirme qu'il ramène les 17 corps et les blessés sur son bateau. Les trois autres corps ont été repêchés bien après le départ du vice-gouverneur de Maï-Ndombe.

Lundi 13 juin.

RDC : la conférence des gouverneurs prévue à Lubumbashi. La quatrième édition de la conférence des gouverneurs démarre lundi 13 juin à Lubumbashi dans le Haut-Katanga. Selon Julien Paluku, gouverneur du Nord-Kivu et porte-parole de la conférence, cette rencontre est une occasion pour que tous les problèmes qui bloquent le développement des entités soient évoqués. Cette rencontre est placée sous le thème: «La consolidation de la décentralisation comme facteur de développement et d'émergence». Plusieurs délégations séjournent déjà dans la capitale du cuivre. Pour certains gouverneurs présents à Lubumbashi, c'est au cours de cette rencontre que des questions relatives au développement de leurs entités seront posées.

Russie: l'ambassadeur Igor Evdokimov se réjouit de la coopération avec la RDC et la Monusco. Les relations entre la Fédération de Russie, la République démocratique du Congo et la Monusco sont au beau fixe, a affirmé vendredi 10 juin Igor Evdokimov, ambassadeur de ce pays à Kinshasa. Le diplomate russe qui s'exprimait à l'occasion de la fête nationale de son pays, a invoqué plusieurs domaines de coopération exécutés avec succès par les trois parties. La Russie et la RDC coopèrent activement dans les domaines de l'éducation et militaire. En 2015 trente- cinq jeunes congolais ont obtenu les bourses d'Etat russe et poursuivent maintenant leurs études dans les différentes universités de Russie. La Russie assiste la RDC « de façon fructueuse » dans la formation de la Police nationale congolaise (PNC).

Tshopo: le pont Biaro menacé d'effondrement. Le pont Biaro, situé à 38 km au Sud de Kisangani est menacé d'effondrement depuis quelques jours. Le directeur provincial de l'Office des routes (OR) à la Tshopo, Jean-Jacques Nkoko, l'a annoncé après avoir visité cette infrastructure samedi 11 juin. Il affirme que l'affaissement du pont a été provoqué par le passage de gros camions qui, selon lui, continuent de traverser malgré une alerte de l'Office des routes sur l'état défectueux du pont.

La Belgique salue le travail de rassemblement de l'opposition congolaise. Le vice-Premier ministre et ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, a reçu le 10 juin en Belgique des représentants de l'opposition congolaise en marge de leur conclave organisé la semaine dernière à Genval. « La Belgique salue le travail de rassemblement effectué cette semaine afin de parvenir à des positions communes de l'opposition », indique un communiqué de presse publié par le ministre belge à la suite de cette rencontre.

Mbandaka: l'Unicef prime les lauréats du concours sur le projet Education à la paix. Le bureau du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et ses partenaires ont primé samedi 11 juin dernier à Mbandaka (Equateur) les écoles qui ont remporté le concours marquant la fin du projet Education à la paix 2016. Ce programme a été introduit en 2012 par l'UNICEF à travers 105 écoles primaires dans les provinces éducationnelles de l'Equateur et du Sud-Ubangi, pour stimuler les élèves à cultiver la paix en milieux scolaires et dans leurs communautés respectives.

Foire économique du Kivu: les participants déplorent «la forte fiscalité». Les participants à la foire économique du Kivu qui s'est clôturée dimanche 12 juin à Bukavu ont fait savoir que l'économie du Sud-Kivu est asphyxiée par une forte fiscalité qui ne favorise pas le développement. Ils ont également déploré l'absence d'une politique de financement des Petites et moyennes entreprises et des Petites et moyennes industries. L'excès de taxes et d'impôts au Sud-Kivu favorise l'évasion et l'incivisme fiscaux, ont indiqué certains participants à la foire.

Assemblée nationale: 12 candidats au poste de 2e vice-président. La campagne électorale pour l'élection du deuxième vice-président de l'Assemblée nationale est prévue ce lundi 13 juin dans l'hémicycle du Palais du peuple de Kinshasa. Les douze candidats en lice ont 24 heures pour tenter de convaincre leurs collègues députés et obtenir leurs voix afin de succéder à Timothée Kombo Nkisi, décédé en avril dernier en France.

RDC: 6 morts lors des combats entre l'armée et des présumés rebelles ADF. Les Forces armées de la RDC (FARDC) affrontent depuis lundi 13 juin dans la matinée des présumés rebelles ougandais ADF au sud d'Erengeti dans le groupement Bambuba-Kisiku, au nord de Beni dans la province du Nord-Kivu. Le bilan provisoire des combats fait état de cinq rebelles et d'un militaire tués, selon le porte-parole des opérations Sokola

RDC: Joseph Kabila ouvre les travaux de la conférence des gouverneurs. Joseph Kabila a ouvert lundi 13 juin à Lubumbashi les travaux de la 4e conférence des gouverneurs. Le chef de l'Etat congolais est arrivé peu avant 10 heures à Lubumbashi, où il a été accueilli par des milliers de personnes arborant les drapelets des partis politiques.

Assassinat de Serge Maheshe : c'était il y a neuf ans. Neuf ans se sont écoulés depuis l'assassinat de Serge Maheshe, journaliste de Radio Okapi, par des hommes armés à Bukavu. Ses proches ont assisté lundi 13 juin à une messe dite en sa mémoire à la paroisse Saint Pierre Claver de Nguba dans la commune d'Ibanda à Bukavu au Sud-Kivu. A l'issue d'un procès en appel devant la Cour militaire de Bukavu en mai 2008, deux amis du journaliste accusé d'être les commanditaires du meurtre avaient été acquittés. Trois autres prévenus avaient été condamnés à mort comme au premier degré.

Kisangani: 300 détenus de la prison centrale bénéficient d'une assistance judiciaire. Trois cents détenus de la prison centrale de Kisangani ont bénéficié dimanche 12 juin d'une assistance judiciaire pour accélérer leurs dossiers au niveau des instances judiciaires de la ville. Des avocats, membres de l'ONG « Sauvons la Jeunesse » ont entendu chacun d'eux pour obtenir des informations liées à leurs contentieux. Dans le groupe, on compte notamment douze femmes et dix enfants. Ces avocats comptent organiser des plaidoyers en faveur de ces détenus auprès des partenaires de la justice.

Nord-Kivu: retour des déplacés à Masisi. Des habitants du Nord-Kivu installés depuis environ une décennie dans les chefferies de Bahema Boga et de Banyali Tchabi en Ituri regagnent depuis jeudi 9 juin le territoire de Masisi. D'après des sources de la société civile de l'Ituri, ces anciens déplacés affirment regagner leurs milieux d'origine parce qu'ils se sentent menacés par certains autochtones qui les accusent d'envahir leurs terres.

Matadi: la fourniture de l'électricité perturbée depuis un mois. Depuis plus d'un mois, la distribution du courant électrique est perturbée dans plusieurs quartiers de la ville de Matadi. Selon des sources de la société civile, cette pénurie d'électricité occasionne notamment des cas de vols.

Rutshuru: deux militaires écopent de 14 ans de prison pour viol. Le tribunal militaire de Goma (Nord-Kivu) a prononcé lundi 13 juin la première vague de condamnations dans le procès de quarante personnes poursuivies pour diverses infractions, dont celle de crime contre l'humanité par esclavage sexuel. Les prévenus, dont des militaires, ont écopé des peines allant de 14 à 20 ans de prison ferme. Les premiers condamnés dans ce procès sont deux militaires congolais du 30^e régiment basé à Rutshuru. Ces deux soldats poursuivis pour viol d'enfants ont écopé chacun de quatorze années de prison. Ils sont également renvoyés de l'armée.

Kongo-Central : dix ministres provinciaux interpellés sur la gestion des fonds publics. Dix ministres provinciaux du Kongo-Central ont été auditionnés vendredi 10 juin par les commissions politico administratives (PAJ) et économique et financière (Ecofin) de l'assemblée provinciale sur l'utilisation des fonds et matériels de construction des bâtiments et autres projets d'intérêt communautaire du gouvernement provincial. En 2014, les dix ministres avaient reçu du gouverneur du Kongo-Central 50 millions de Francs congolais (environ 50 635 USD), 1000 tôles et mille sacs de ciment pour construire, en collaboration avec les comités locaux de développement, des écoles, des bâtiments administratifs, des ponts et réhabiliter certaines infrastructures locales au profit des dix territoires que compte la province du Kongo-Central. La commission d'enquête parlementaire mise en place pour évaluer l'exécution de ces différents projets a récemment conclu dans un rapport que 75% des travaux inscrits dans ces différents projets n'ont pas été réalisés.

Ituri : plus de 9 000 sinistrés d'une inondation à Djugu sont sans abris. Plus de neuf mille sinistrés des catastrophes naturelles dans les localités de GBI, Tchomia et Jo au bord du lac Albert, dans le territoire de Djugu (Ituri) sont sans abri depuis plusieurs semaines, a déploré la députée provinciale, Jeanine Kabiahura, dans une déclaration faite lundi 13 juin à la presse.

Kisangani : une ONG promeut la participation des communautés locales dans la gestion des espaces verts. Le plan quinquennal sur la promotion et la bonne gouvernance forestière dénommé « moyen d'exister vert » a été lancé il y a quelques jours. Au cours d'un atelier qui s'est clôturé jeudi dernier, l'ONG international Tropenbos indique que ces travaux avaient pour but de promouvoir la participation active des organisations de la société civile, des communautés locales et des peuples autochtones dans la gestion durable de leur espace vert ainsi que des ressources naturelles. Le plan quinquennal est un programme à un axe prioritaire qui regroupe le plaidoyer et le lobbying pour que ces organisations, peuples autochtones et communautés soient renforcés des capacités pour défendre leurs causes dans la gestion de leur espace et des ressources naturelles qui s'y trouvent, a indiqué Alphonse Maindo, membre de cette ONG.

RDC : l'association des albinos plaide pour plus d'affection et considération. « La personne albinos n'est pas un fantôme ni un sous-homme, ni un extraterrestre », a interpellé lundi 13 juin, le porte-parole de la Fédération des associations des albinos en RDC, Célestin Beshembe. Lors de la célébration de la journée internationale de sensibilisation à l'albinisme, il a appelé toute la communauté congolaise et internationale à considérer les albinos comme toutes les autres personnes. Il a également appelé les albinos eux-mêmes à ne « pas se sentir chiffonné » et se faire confiance. Selon lui, ce travail passe aussi par une large sensibilisation sur la situation des albinos.

Mardi 14 juin.

Maniema: quatre présumés bandits armés présentés à Kalima. Le vice-gouverneur du Maniema, Jérôme Bikenge Musembe, a présenté lundi 13 juin quatre présumés bandits armés accusés « d'avoir semé la terreur et la désolation » dans le territoire de Kalima. Il a promis de poursuivre la traque des bandits qui insécurisent les populations civiles dans sa province.

Nord-Kivu: Buleusa déserté suite à une présence supposée des FDLR. Une grande panique s'est emparée la nuit du dimanche à lundi 12 juin des habitants de la localité de Buleusa dans le groupement Ikobo, à la limite des territoires de Lubero et Walikale. Un groupe de présumés rebelles des FDLR armés auraient été aperçus aux alentours du village. Pris de panique, la plupart d'habitants ont fui Buleusa.

Nord-Kivu: début de construction du barrage hydroélectrique de l'ICCN. Les travaux de construction du barrage hydroélectrique de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) ont démarré lundi 13 juin à Luhiro, localité située à une cinquantaine de kilomètres au Nord-Ouest du chef-lieu du territoire de Lubero (Nord-Kivu). «C'est un projet qui a été fait avec le gouvernement avec l'accord sur le permis de construction mais le travail concret sur le terrain commence en ce moment», a affirmé Emmanuel De Merode, directeur provincial de l'ICCN au Nord-Kivu et responsable de l'Alliance Virunga. Selon lui, la durée prévue pour la construction est de 30 mois. Ce projet financé par l'Union européenne vise la valorisation du parc national des Virunga.

Les dirigeants de la CIRGL invités à se pencher sur la question des ADF. A l'occasion du début du sixième sommet des Chefs d'Etat et des gouvernements de la Conférence internationale sur la région des Grands-Lacs (CIRGL) ce mardi 14 juin à Luanda (Angola), le Centre d'étude pour la paix, la démocratie et les droits de l'Homme (CEPADHO) demande aux dirigeants de la région de se pencher sur la question des rebelles ougandais des ADF. Ces rebelles ougandais sont accusés d'être responsables de plusieurs massacres des populations civiles au Nord-Kivu.

Kinshasa: Médecins du monde met fin à son programme Santé pour les enfants de la rue. Médecins du monde/France a clôturé lundi 12 juin son programme de 15 ans sur la promotion de la santé des enfants en situation de rue à Kinshasa. D'après l'ONG, ce programme lui a permis d'entrer régulièrement en contact avec près de 1500 enfants le mois. Dans le cadre de ce programme, Médecins du monde/France a travaillé avec des ONG membres du Réseau des éducateurs des enfants et jeunes de la rue (REEJER). Ces dernières ont été amenées à intégrer l'aspect des soins médicaux dans leur travail auprès de ces enfants.

Début de l'opération de numérotation des parcelles d'habitation à Bunia. Le gouverneur adjoint de l'Ituri, Pacifique Keta, a lancé lundi 13 juin l'opération de numérotation des parcelles d'habitation de la ville de Bunia. Dans sa première phase, cette opération consistera à prélever le nombre des parcelles que comptent les 12 quartiers de Bunia. Ensuite, la société Socotransco va attribuer les numéros aux parcelles qui n'en disposent pas. Les propriétaires des parcelles doivent payer 8 000 francs congolais (environ 8.5USD) pour obtenir une plaque de numérotation. Ces plaques seraient importées de l'Ouganda.

Bukavu: le nombre des donateurs bénévoles de sang a baissé. A l'occasion de la journée mondiale du don bénévole de sang célébrée le mardi 14 juin de chaque année, l'amicale de donateurs bénévoles de sang du Sud-Kivu appelle à l'implication de tous, car les besoins en sang sont énormes. D'après son coordonnateur, Docteur Serge Miyanga, le nombre des donateurs bénévoles du sang est passé de 6 000 à moins de 3 500 personnes entre 2015 et 2016 à Bukavu.

Des militaires accusés d'ériger des barrières illégales à Isangi. La société civile d'Isangi (Tshopo) a dénoncé lundi 12 juin la multiplicité de barrières routières érigées par les hommes en uniforme ainsi que d'autres services de l'Etat, en dépit de la décision de leur levée prise par le gouverneur de province lors d'une récente mission d'inspection dans ce territoire. Des militaires associés à certains combattants démobilisés sèment la terreur parmi des paysans et marchands dans des villages éloignés de la cité d'Isangi, notamment à Yabosio, Yaolemou, Yawendo, Yaisuli et Yaolenga.

Kwango : 39 éléphants sauvages ravagent des champs et étangs. Trente-neuf éléphants sauvages en provenance d'Angola ont ravagé, mardi 14 juin, des champs et des étangs piscicoles dans sept villages du territoire de Kasongo-Lunda dans la province du Kwango. Au total 36 hectares de champs ont été dévastés, 97 étangs piscicoles détruits ainsi que 4 sources d'eau aménagées.

Dialogue en RDC : Edem Kodjo compte rencontrer Etienne Tshisekedi à Bruxelles. Le facilitateur du dialogue national en RDC, Edem Kodjo, annonce son voyage pour Bruxelles en Belgique, afin de rencontrer le président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Etienne Tshisekedi. Lors d'une conférence de presse organisée mardi 14 juin à Kinshasa, il promet « d'exercer sa patience dans les limites supérieures ». Il indique qu'à Bruxelles, il va aussi rencontrer le groupe de soutien au dialogue pour discuter de la tenue de ce forum.

Kongo-Central : un nouveau port privé construit à Matadi. Un nouveau port maritime dénommé « Mbengu Matadi » a été construit à Matadi. Son inauguration interviendra mercredi 15 juin, dans le chef-lieu du Kongo central. Ce port dispose d'un quai fini en béton lourd, d'un débarcadère, de deux bâtiments en étage dont un est encore en construction. Le port « Mbengu Matadi » est privé et appartient au groupe Ledy, opérant dans plusieurs secteurs économiques en RDC.

Kinshasa : le franc congolais se déprécie, le salaire des fonctionnaires baisse. La parité Franc congolais-dollar américain est en hausse sur le marché de change. Elle varie selon d'un cambiste à l'autre. Dans les cités, le taux varie entre 975 Fc et 980 pour un dollar, alors qu'au centre-ville, le dollar se négocie entre 985 et 997 FC. Cette dépréciation de la monnaie congolaise pénalise les fonctionnaires de l'Etat qui voient leurs salaires revus à la baisse. Au début de l'année, le fonctionnaire qui gagnait 70 000 FC au taux de 920 FC le dollar, touchait environ 76 USD. Avec la dépréciation de la monnaie congolaise, le même salaire représente 70,2 USD.

Kinshasa : le CNTS collecte du sang chaque mardi à Matete. Les agents du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) organisent une collecte du sang auprès des donateurs bénévoles chaque mardi à l'arrêt « Ma Crevette » dans la commune de Kinshasa, a affirmé le coordonnateur technique de cette structure, Dr Pacifique Misingi. Selon lui, lors de cette collecte, ils peuvent recevoir jusqu'à 40 poches de sang.

RDC : Remy Massamba élu 2e vice-président de l'Assemblée nationale. Le député national Remy Masamba a été élu deuxième vice-président du bureau de l'Assemblée nationale. Remy Masamba succède à ce poste à Timothée Kombo NKisi, décédé le 14 avril dernier.

Mercredi 15 juin.

Un expert de la Banque mondiale en RDC pour fixer le prix des télécommunications. Un expert de la Banque mondiale arrive à Kinshasa lundi 20 juin prochain, a annoncé le vice-Premier ministre en charge des Postes, Téléphone et Nouvelles technologies de l'Information et de la communication, Thomas Luhaka Losandjola. «Il va entrer en contact avec l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications (ARPTC). Ensemble, ils vont ensuite entrer en contact avec les opérateurs des télécommunications. Ceux-ci mettront à la disposition de l'ARPTC et de cet expert, tous les paramètres qui participent au coût des télécommunications et l'expert nous donnera ce qu'on peut qualifier de juste prix des télécommunications», a-t-il expliqué au cours de l'émission Dialogue entre congolais de Radio Okapi.

RDC: les députés demandent la neutralisation des groupes armés dans l'Est. L'Assemblée nationale recommande au gouvernement de neutraliser, dans un bref délai, les groupes armés notamment les ADF, les FDLR et les Maï-Maï encore actifs dans la partie Est du pays. Après plusieurs séances organisées à huis clos, les députés ont formulé mardi 14 juin des recommandations pour combattre l'insécurité dans l'Est du pays. Les élus ont notamment exigé une enquête nationale et internationale pour identifier les auteurs des tueries enregistrées dans le territoire de Beni au Nord-Kivu.

Nord-Kivu: deux miliciens Maï-Maï tués à Walikale. Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont abattu le week-end dernier deux miliciens Maï-Maï du groupe Cheka et capturé trois autres lors des opérations Sokola 2 dans le territoire de Walikale au Nord-Kivu.

Nord-Kivu : au moins 17 000 hectares du parc des Virunga envahis par la population riveraine. Dans un rapport d'enquête technique sur la démarcation des limites du parc national des Virunga réalisé avec la facilitation du Fonds mondial pour la nature (WWF) et validé lundi 13 juin dernier à Goma (Nord-Kivu), au moins 17 000 hectares de ce patrimoine sont envahis ou spoliés par la population riveraine du groupement Binza, en territoire de Rutshuru. Reconnaisant que la population a violé les limites du parc, le président de la société civile locale, Alfonse Kambale, indique que les autorités ont aussi une part de responsabilité. L'adoption de ce rapport réjouit le directeur de l'ICCN dans le Nord-Kivu, Emmanuel De Merode. Ce dernier soutient le délogement des milliers d'habitants ayant envahi le parc national des Virunga ainsi que les groupes armés.

Un atelier de réflexion sur la sécurisation des prisons en RDC se tient à Kinshasa. Le ministère de la Justice et des droits humains et celui de l'Intérieur et sécurité organisent du 14 au 17 juin 2016 à Kinshasa, un atelier de réflexion sur la sécurisation des prisons en RDC. Les initiateurs de ces travaux se sont basés sur le constat selon lesquels, les prisons du pays sont caractérisées par des évasions massives et le surpeuplement à cause notamment de l'état défectueux des édifices qui pour la plupart ont été construits à l'époque coloniale et ne sont jamais réhabilités.

RDC-Ouganda : les communautés frontalières plaident pour une réglementation commune de pêche. Les comités de sécurité des districts ougandais de Nebi, Zombo, Ubilisa et Ohima et celui du territoire Congolais de Mahagi recommandent aux gouvernements ougandais et congolais de mettre en place une réglementation commune en matière de pêche sur le lac Albert. Les participants à cette rencontre évaluaient l'application de l'accord de sécurité sur les frontières lacustre et terrestre signé entre les deux parties en octobre 2015. Si sur le plan global, les délégués des comités de sécurité de ces quatre districts ougandais et congolais ont conclu que les clauses de cet accord ont été respectées par les deux parties, ils ont cependant noté certains dérapages sécuritaires relatifs au respect de cet accord sur lac Albert.

Une manifestation d'ex-miliciens tourne au drame à Kamina. Plusieurs ex-miliciens démobilisés seraient morts mercredi 15 juin dans la matinée lors de la dispersion d'une manifestation qu'ils ont organisée à la base militaire de Kamina dans la province de Haut-Lomami. Ils protestaient contre leur maintien dans cette base militaire après les formations professionnelles qu'ils ont suivies pour faciliter leur réinsertion dans leurs milieux d'origine, d'après les sources locales. « A mi-chemin, nous étions pacifiques. Nous n'avons dérangé personne. Mais, les militaires nous ont attaqués, tirant à balles réelles. Il y a presque 27 personnes qui sont mortes et plusieurs blessés », a déclaré à Radio Okapi, un ex-combattant joint au téléphone. Des sources de la société civile parlent d'une dizaine de démobilisés tués et de plusieurs blessés. Aucune source officielle n'avait confirmé ni infirmé ce bilan mercredi.

Haut-Katanga: Joseph Kabila inaugure un « village agricole ». Le président Joseph Kabila a inauguré mercredi 15 juin un « village agricole » situé sur la route Lubumbashi-Kasumbalesa dans la province du Haut-Katanga. Financé par le gouvernement provincial, ce village, un parc argro-alimentaire, a une superficie de 5 000 hectares.

Kwilu: des fermiers accusés de ne pas exploiter leurs terres arables. La société civile de Gungu dans la province du Kwilu accuse des fermiers qui possèdent des terres arables dans ce secteur de ne pas les exploiter et de faire payer des sommes « exorbitantes » aux paysans qui veulent louer ces terres. Son président, Joachim Kusamba indique que certains fermiers exigent 10 000 francs congolais à chaque paysan qui veut louer une portion de terre pour l'exploiter.

Motion de censure contre Matata Ponyo : 86 signatures déjà collectées. Le député national Crispin Mbindule a initié une motion de censure contre le Premier ministre Matata Ponyo. Il a indiqué, mercredi 15 juin, que quatre-vingt-six signatures sont déjà collectées sur les cent vingt-cinq prévues. Le député Mbindule est l'auteur de la question orale avec débat adressée en avril dernier à Matata Ponyo. Sa question était relative au bilan des quatre ans de la gestion du Premier ministre. Dans sa réponse, Matata Ponyo s'est notamment félicité des améliorations enregistrées dans le secteur non agricole où, selon lui, le taux d'emplois est passé de 36,1% à 43,5% entre 2005 et 2012, soit une hausse de 7%. Après la réponse du Premier ministre à sa question orale, le député national Crispin Mbindule Mitono avait annoncé une motion de défiance contre Matata Ponyo. Il a jugé négatif le bilan de l'action du gouvernement ces quatre dernières années.

Kinshasa : une ONG sensibilise les jeunes à faire un choix rationnel des dirigeants. L'Alliance des jeunes panafricains au Congo (AJEPAC) appelle les jeunes à aller aux urnes au moment où les élections seront organisées et à faire un choix rationnel des dirigeants. L'appel a été lancé mercredi 15 juin, lors de la conférence débat organisée à Kinshasa autour du thème « le civisme électoral ». Cette rencontre a été animée par les acteurs politiques Jacques Djoli et Albert Moleka. Selon le coordonnateur de l'AJEPAC, Aaron Makamba, le grand problème de la jeunesse est l'ignorance. Les jeunes votent parfois par intimidation ou après avoir reçu un bien du candidat.

La Fecofa s'engage dans la campagne de la Monusco contre l'enrôlement des enfants dans les groupes armés. La Fédération congolaise de football association (Fecofa) s'est engagée à travers l'équipe nationale de football de la RDC, dans la campagne de lutte contre l'enrôlement des enfants au sein des groupes armés que compte lancer la Monusco. Un accord de partenariat de deux ans a été signé entre la Section protection de l'enfant de la Monusco et la Fédération congolaise de Football association, a indiqué la cheffe de la section protection de l'enfant de la Monusco, Mme Dee Brillenburg Wurth, ce mercredi 15 juin au cours de la Conférence de presse hebdomadaire des Nations Unies en RDC. Dans le cadre de ce partenariat, les Léopards de la RDC vont enregistrer et lancer des messages en français, swahili, lingala et anglais à l'endroit de tous les commandants des groupes armés pour les inciter à libérer les enfants qu'ils maintiennent encore captifs.

Rutshuru : plusieurs localités se vident de la population suite à l'insécurité. Les localités de Kikuku, Nyanzale, Bwalanda, et plusieurs autres villages situés dans la chefferie de Bwito, en territoire de Rutshuru, se vident progressivement de leurs habitants depuis environ deux semaines. D'après un notable local qui a requis l'anonymat, ce mouvement s'observe particulièrement au sein des membres des communautés Nande et Hutu qui habitent ce secteur. La majorité des habitants de ces localités auraient déjà abandonné leurs habitations pour se réfugier vers les territoires de Lubero et Rutshuru ou la ville de Goma, a-t-il précisé.

Hausse du prix d'Internet : certains opérateurs des télécommunications risquent de fermer. Si le prix de la téléphonie et ceux de l'Internet restent inchangés, les opérateurs des télécommunications seront en difficulté et certains d'entre eux risquent de fermer leurs portes. L'experte en Télécoms, Mme Annie Kithima, l'a affirmé mercredi 15 juin, lors de son intervention à l'émission Parole aux Auditeurs de Radio Okapi. Elle indique que ces entreprises pourraient se retirer parce que les coûts opérationnels seront insoutenables. Mme Annie Kithima indique que plusieurs facteurs entrent en compte dans le coût d'investissement des entreprises de télécoms, dont la problématique de la taxation dans le secteur des télécommunications. Parmi ces taxes, elle cite entre autres les redevances des fréquences, la taxe de la numérotation et la redevance annuelle.

RDC : la CENCO lance la campagne sur l'éducation civique et électorale. La Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) a lancé officiellement mercredi 15 juin à Kinshasa, la première campagne de son projet d'éducation civique et électorale. Cette opération a pour thème : « L'engagement citoyen pour l'amélioration de la situation dans le pays en vue du développement » et va s'étendre sur toute de la République à travers les diocèses catholiques jusqu'au mois de novembre prochain, a indiqué le secrétaire général de la CENCO, Abbé Leonard Santedi. A l'occasion, il annonce que 10 000 formateurs seront largués dans les 47 diocèses du pays pour mener cette campagne en parcourant le Congo profond.

